

Déclaration de SUD éducation

Les personnels de l'éducation sont éprouvé·es par un contexte politique et social violent. La montée des discours d'extrême droite, xénophobes et réactionnaires nous rappelle le rôle fondamental d'un service public d'éducation au service de l'émancipation de tou·tes. Les personnels de l'éducation défendent quotidiennement une école ouverte, laïque et solidaire. Ce combat est essentiel à l'heure de la guerre déclenchée en Ukraine par le gouvernement russe. SUD éducation tient à apporter toute sa solidarité à la population ukrainienne.

SUD éducation appelle le ministère de l'Éducation nationale à prendre largement sa part dans la scolarisation des migrant·es et demande en conséquence l'ouverture de structures scolaires adaptées concernant la scolarisation des enfants, telles que les UPE2A, ainsi que le recrutement d'encadrant·es et d'enseignant·es titulaires ou titularisables ainsi que la gratuité des frais d'inscription dans les universités et à la Sécurité sociale pour les étudiant·es migrant·es et en exil.

Les actions de solidarité envers les réfugié·es ukrainien·ennes montrent qu'il est possible d'accueillir massivement les personnes migrantes, et qu'il est possible de garantir un accueil digne pour toutes et tous.

Ensuite, SUD éducation tient à souligner l'inquiétude des personnels quant à la situation sanitaire. Alors que nous ne sommes pas sorti·es de la 5e vague, le gouvernement décrète, contre l'avis de plusieurs épidémiologistes, que les mesures de protection contre le COVID ne sont plus nécessaires. Depuis le lundi 14 mars, le port du masque n'est ainsi plus obligatoire dans les établissements scolaires, mettant en danger de nombreuses personnes vulnérables.

Au mois de février, Olivier Véran avait évoqué cette mesure mais il avait également précisé comme indicateur de faisabilité que le nombre de patient·es en réanimation soit entre 1000 et 1500.

Or, selon les derniers chiffres, nous passons aujourd'hui tout juste sous la barre des 2000.

Après deux ans de pandémie, la question des équipements de protection individuels n'est toujours pas réglée pour les personnels vulnérables ou celles ayant des proches qui le sont: nous n'avons toujours pas reçu de masques FFP2, seules protections permettant de limiter au maximum la contamination face à des personnes non masquées..

S'il tarde aux personnels de pouvoir retrouver des élèves sans masque, nous sommes pour autant persuadé·es qu'à vouloir aller trop vite, le gouvernement prend le risque de précipiter un retour de l'obligation du masque dans les mois à venir.

SUD éducation demande le maintien d'un protocole sanitaire permettant d'éviter un rebond épidémique (la fourniture de masques FFP2 à tous les personnels et élèves qui en font la demande, l'équipement dans toutes les salles de capteurs de CO2...) ainsi qu'une baisse du nombre d'élèves par classe afin d'éviter la surpopulation dans les salles de classe.

Pour finir, SUD éducation tient à saluer l'engagement de la jeunesse qui sera mobilisée le 25 mars prochain pour réclamer de véritables mesures politiques afin de lutter contre la crise climatique. Pour SUD éducation, l'Éducation nationale a un rôle majeur à jouer dans la reconversion écologique et sociale de la société : les discours sur le "développement durable" et les "comportements éco-responsables" ont montré leurs limites, il faut construire un enseignement critique qui permette d'aborder les questions de modèle productif et de consommation énergétique. SUD éducation revendique la mise en œuvre d'enseignements qui permettent aux élèves de comprendre les mécanismes de la crise environnementale et d'identifier les moyens d'agir dessus et un usage raisonné, économe et autonome des outils numériques.